



HAL
open science

**Lutte des classes ou lutte à mort contre l'islamisme. La
double perte de sens des communistes
algériens(1988-1993)**

Malika Rahal

► **To cite this version:**

Malika Rahal. Lutte des classes ou lutte à mort contre l'islamisme. La double perte de sens des communistes algériens(1988-1993). Quentin Deluermoz & Jérémie Foa. Les épreuves de la Guerre civile, Éditions de la Sorbonne, pp.273-296, 2022, 979-10-351-0796-3. hal-03334225v2

HAL Id: hal-03334225

<https://hal.science/hal-03334225v2>

Submitted on 27 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Lutte des classes ou lutte à mort contre l'islamisme. La double perte de sens des communistes algériens (1988-1993)

LA GUERRE CIVILE trouble les cadres qui régissent le monde qui nous entoure, voire les font s'effondrer entièrement en perturbant notre compréhension de l'ordre des choses. C'est un des fils interrogatifs que propose le présent ouvrage. On pourrait questionner cette causalité en explorant la question de l'entrée en guerre civile : la guerre civile – ou la violence civile – cause-t-elle cet effondrement des cadres de compréhension du monde, ou est-elle concomitante de leur effondrement ? Se pourrait-il aussi qu'une perte du sens facilite ou cause le passage à la violence de l'entre-soi ? Je propose d'explorer la question à travers une étude de cas, celle de la violence civile de l'Algérie des années 1990.

La désignation de la violence qu'a connue l'Algérie durant les années 1990 demeure problématique. Les expressions employées sont multiples : insurrection islamiste, وقت الإرهاب [temps du terrorisme], « Décennie rouge », « Décennie noire¹ ». Est-ce, ou n'est-ce pas une guerre civile ? Une guerre contre les civils ? Le nombre même des victimes demeure difficile à déterminer : on parle souvent de 200 000 à 250 000 morts², mais une étude universitaire récente, menée en parallèle de l'activité de mémoire de son association Ajouad Algérie Mémoires par Nazim Mekbel, propose une fourchette plus basse de 40 000 à 70 000³.

1. La discussion que faisait Abderrahmane Moussaoui des termes en 2006 montre bien qu'ils ont continué à évoluer depuis. Abderrahmane Moussaoui, « La violence en Algérie. Des crimes et des châtements (*Violence in Algeria: Crimes and Punishments*) », *Cahiers d'études africaines*, 38/150-152, 1998, p. 298.
2. Voir par exemple Benjamin Stora, *La guerre invisible, Algérie, années 1990*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.
3. Il s'agit du fils du journaliste Saïd Mekbel, assassiné à Alger, le 3 décembre 1994. Nazim Mekbel, *Algérie, drame d'une crise identitaire. Dans quelle mesure l'arrêt du processus électoral a été déterminant dans la violence ? « Tout n'est pas né en janvier 1992 »*, mémoire de master, université de Nice-Sophia Antipolis, 2016.

L'opposition virulente à l'emploi de l'expression date l'époque : elle fut d'abord rejetée par des autorités algériennes soucieuses d'éviter d'une part la fragilisation de l'État par l'insurrection, et d'autre part le risque d'une intervention étrangère qui aurait abouti au même résultat⁴. Malgré les différences de situation, l'effondrement récent des États irakien et libyen a montré que cette préoccupation du maintien de l'État était l'anticipation d'un danger plus réel qu'il n'apparaissait clairement à l'époque. Par ailleurs, on entend aussi que l'utilisation du terme « guerre civile » valoriserait les combattants jihadistes, comme s'il était un indicateur de leur influence dans la population civile. Cette contestation de l'emploi de l'expression s'exprime aujourd'hui encore dans les échanges en ligne, au cours de conférences ou de discussions entre collègues ou amis. Un exemple permet de la documenter, celui des discussions autour de la rédaction des pages de l'encyclopédie collaborative Wikipedia. À la date de l'écriture de ce texte, si la page Wikipedia en français s'intitule « Guerre civile algérienne », la page en arabe, elle, s'intitule « العشرية السوداء في الجزائر » [La décennie noire en Algérie]. Dans les deux langues – contrairement à l'anglais –, le principal objet de discussion porte sur la dénomination de guerre. Un intervenant francophone affirme ainsi :

Il ne s'agit pas vraiment de guerre civile à proprement dire. [...] Le terme n'est d'ailleurs pas utilisé en Algérie ni dans la presse, ni chez les historiens, sociologues, etc., même les protagonistes ne la nomment pas guerre civile⁵.

La totalité des interventions sur la page arabophone conteste également le terme de guerre civile, l'une d'entre elles s'intitulant sobrement : « تمرد إسلامي و ليس حرب أهلية » [C'est une insurrection islamiste, ce n'est pas une guerre civile]⁶. La dernière intervention de la page francophone s'agace dans le contexte très particulier consécutif aux attentats du 15 novembre 2015 en France :

Maintenant que la France vit des attentats de terrorisme comme l'Algérie en a vécu pendant 10 ans, peut-on changer le titre erroné de cet article ? On parle de « guerre » lorsque 2 groupes armés s'opposent, pas quand un groupe armé terrorise la population par des attentats. Merci d'arrêter d'insulter la

4. Jacob Mundy, *Imaginative Geographies of Algerian Violence: Conflict Science, Conflict Management, Antipolitics*, Stanford, Stanford University Press, 2015, p. 7-45.
5. Voir https://fr.wikipedia.org/wiki/Discussion:Guerre_civile_alg%C3%A9rienne, consulté le 15 novembre 2016.
6. Voir https://ar.wikipedia.org/wiki/%D9%86%D9%82%D8%A7%D8%B4:%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%B4%D8%B1%D9%8A%D8%A9_%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%88%D8%AF%D8%A7%D8%A1_%D9%81%D9%8A_%D8%A7%D9%84%D8%AC%D8%B2%D8%A7%D8%A6%D8%B1, consulté le 15 novembre 2016.

population algérienne et les victimes du terrorisme en Algérie. Merci de ne pas insulter les victimes des attentats à Paris⁷.

Déterminer s'il s'agit bien d'une guerre civile selon une définition scientifique exigerait de parler de seuil de violence, de nombre de victimes, de soutien ou pas de l'insurrection dans la population, toutes questions qui mériteraient des développements dépassant le cadre de ce chapitre. D'un point de vue chronologique, il faudrait aussi débattre de l'entrée en violence. L'année 1992 est un jalon essentiel dans la montée de la terreur : c'est l'année de la création du Groupe islamique armé à partir de groupes de la mouvance plus radicale du mouvement islamiste après l'interdiction du Front islamique du salut en mars ; celle des premières grosses actions terroristes (l'assassinat de six policiers rue Bouzrina, dans la Casbah d'Alger, en février, la bombe de l'aéroport d'Alger le 26 août) ; celle de l'assassinat du président Boudiaf, en juin, et l'accroissement des assassinats ciblés dont il sera question plus loin⁸. Néanmoins, les questions de chronologie et de périodisation mériteront un jour d'être explorées à nouveaux frais dans des études analytiques qui pour l'heure manquent cruellement. Malgré ces incertitudes, la période qui nous intéresse ici, celle de « l'expérience démocratique », ou de l'ouverture politique (*infitāh*), c'est donc l'avant et le début de la violence. C'est l'entrée en violence. Au-delà de la justesse scientifique des termes – qui n'est pas toujours entièrement libérée d'enjeux politiques –, il y a aussi les termes que les gens se choisissent pour eux-mêmes et sont dotés d'une tout autre légitimité que la légitimité scientifique.

Car au-delà du choix des mots, il y eut bien, à partir de 1992, insurrection de combattants jihadistes organisés dans le GIA, puis le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), et utilisant la violence contre des catégories d'abord ciblées de la population : les militaires, policiers, pompiers, enseignants, les journalistes, les intellectuels... Puis furent visées des catégories toujours plus larges : les filles allant à l'école, puis tous les enfants scolarisés lors de l'appel au boycott scolaire du GIA à la rentrée 1994. Les groupes armés employèrent également les attentats à la bombe puis les massacres de quartiers entiers, dont les plus connus furent ceux, en 1997, de Raïs avec 200 à 300 morts, et Bentalha avec plus de 250 morts. Les jihadistes dessinaient ainsi une ligne de partage entre eux et ceux et celles qu'ils considéraient comme leurs ennemis.

7. Voir https://fr.wikipedia.org/wiki/Discussion:Guerre_civile_alg%C3%A9rienne, message déposé le 17 novembre 2015 et consulté le 15 novembre 2016.

8. James McDougall, *A History of Algeria*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, p. 307.

Méthodologie

Je propose d'aborder cette question de la relation entre l'entrée en violence et l'effondrement du sens par le biais d'une microhistoire portant sur les militants communistes algériens du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS). Le PAGS, héritier de l'ancien Parti communiste algérien (PCA), fut fondé dans la clandestinité en 1966, dans un régime de parti unique dominé par le Front de libération nationale (FLN). Il est demeuré clandestin jusqu'en 1989. En ce qui concerne le rapport de ces militants de gauche à la violence des années 1990, les choses sont en apparence simples : les « pagsistes » furent anti-islamistes ; ils ont fait partie des premières victimes de l'islamisme dès 1992, et se sont donc trouvés tous du même côté de la grande ligne de fracture par laquelle les groupes jihadistes ont cherché à partager le pays.

Leurs parcours tels qu'ils les racontent eux-mêmes révèlent néanmoins les tensions et les failles apparues entre eux dès l'ouverture démocratique et la sortie de la clandestinité, en 1989. Ces tensions ont conduit en 1993 à la fin du PAGS et à la création d'une nouvelle organisation, at-Taḥaddī [Le défi], dans laquelle beaucoup d'anciens militants ne se reconnaissaient plus. Notre hypothèse est que, saisies à travers le cas particulier des militants communistes, ce sont les tensions qui secouent la société algérienne dans son entier durant cette période que l'on découvre. Elles marquent la transition politique mais également la poursuite de la sortie d'une économie socialiste entamée depuis la mort du président Houari Boumediene, fin 1978, l'effondrement du bloc communiste et enfin les tensions liées à la montée de l'islamisme.

L'approche micro-historienne est rendue nécessaire par le déficit historiographique concernant l'Algérie post-indépendance, et la quasi-impossibilité d'accéder à des archives étatiques, dans un contexte où le savoir le plus élémentaire fait parfois défaut : les histoires générales dont on dispose sont peu nombreuses et parfois sommaires faute de bénéficier de suffisamment de travaux de recherche pour les étayer⁹. Et si le mouvement islamiste a fait l'objet de recherches stimulées par la violence elle-même, ces travaux n'ont pas été renouvelés depuis¹⁰. Et enfin, on n'a quasiment aucun écrit sur la gauche et le mouvement communiste des années 1980 et 1990. Les travaux universitaires de l'époque, rédigés par des sociologues ou des politistes, sont tout autant des références que des sources, tant ils reflètent les questionnements liés à la

9. Benjamin Stora, *Histoire de l'Algérie depuis l'indépendance*, vol. 1, 1962-1988, 4^e éd., Paris, La Découverte, 2004 ; Id., *La guerre invisible, Algérie, années 1990*, op. cit. ; John Phillips, Martin Evans, *Algeria: Anger of the Dispossessed*, New Haven, Yale University Press, 2007 ; James McDougall, *A History of Algeria*, op. cit.

10. François Burgat, *L'islamisme au Maghreb*, Paris, Payot, 1995 ; Séverine Labat, *Les islamistes algériens : entre les urnes et le maquis*, Paris, Seuil, 1995 ; Michael Willis, *The Islamist Challenge in Algeria: A Political History*, New York, New York University Press, 1997.

recherche d'un sens dans une période de crise¹¹. En revanche, un ouvrage récent fait la démonstration que l'on peut – à partir d'un travail patient de collecte d'entretiens et d'archives – apporter ce temps de la post-indépendance avec une approche historique (même si c'est le travail d'une politiste)¹².

Cette microhistoire des militants du PAGS est un projet de long cours¹³. Dans le présent chapitre, il me permet de mesurer, à la façon d'un sismographe, la façon dont a été vécue, dans ce milieu particulier, la période de trouble qui a secoué la société algérienne. Le milieu des militants du PAGS n'est évidemment pas la société dans son entier : les militants, et notamment les militants semi-clandestins qui – autour du noyau vivant en clandestinité profonde – font le lien entre le parti et les organisations de masse du FLN (mouvements de jeunes, de femmes, de paysans, syndicat...) sont souvent des cadres de l'État, ou des entreprises nationales. Parmi les jeunes militants, les étudiants sont surreprésentés alors que, notamment dans les années 1970, ils sont encore une minorité. Les mesures visant à les exclure des organisations de masse au début des années 1980 ont changé la donne, les obligeant à un redéploiement dans le contexte d'un bouillonnant mouvement revendicatif. D'autres sismographies seraient également nécessaires pour cartographier les secousses. Pourtant, le lien entre les niveaux micro et macro que suppose la théorie de la *microstoria* lui confère une grande puissance d'élucidation du matériau politique, social et culturel nécessaire à la compréhension de la violence¹⁴.

Mes sources sont les sources classiques de la rareté : les entretiens conduits depuis 2011 avec d'anciens militants et militantes fournissent des récits produits dans le présent. Ils sont donc marqués par l'usage des catégories telles qu'elles se sont forgées postérieurement, mais révèlent aussi les lignes de fracture qui désormais partagent les anciens camarades de parti. L'un des sujets de prédilection que développent les témoins durant les entretiens et dans les discussions entre eux est d'ailleurs la recherche de l'origine de ces fractures. Les entretiens permettent aussi, même si c'est rare, d'accéder à des

11. Fawzi Rouzeik, « Algérie 1990-1993 : la démocratie confisquée ? », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 65/1, 1992, p. 29-60.
12. Myriam Aït-Aoudia, *L'expérience démocratique en Algérie (1988-1992) : apprentissages politiques et changement de régime*, Paris, Presses de Sciences Po (Domaine monde et sociétés), 2015.
13. Malika Rahal, « Impossible Opposition: The Magic of the One-Party Regime », *Jadaliyya*, octobre 2013; Id., « 1965-1971 en Algérie. Contestation étudiante, parti unique et enthousiasme révolutionnaire », dans Françoise Blum, Pierre Guidi, Ophélie Rillon (dir.), *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 68*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016; Malika Rahal, « 1988-1992. Multipartism, Islamism and the Descent into Civil War », dans Patrick Crowley (dir.), *Algeria: Nation, Culture and Transnationalism: 1988-2013*, Liverpool, Liverpool University Press, 2017, p. 81-100.
14. Jacques Revel (dir.), *Jeux d'échelles*, Paris, Gallimard/Seuil, 1996; Carlo Ginzburg, John Tedeschi, Anne C. Tedeschi, « Microhistory: Two or Three Things That I Know about it », *Critical Inquiry*, 20/1, octobre 1993, p. 10-35; Sabina Loriga, « La biographie comme problème », dans Jacques Revel (dir.), *Jeux d'échelles*, Paris, Gallimard/Seuil, 1996, p. 209-231.

documents privés : des papiers, ou plus fréquemment les numéros du journal clandestin, *Saout Echaab* [La voix du peuple], dont j'ai pu ainsi reconstituer une collection fragmentaire. J'utilise également ici une série de documents internes entre membres du comité central qui fournit des analyses sur les événements du présent de 1990, découverte chez un témoin. Cette documentation est trop réduite pour « croiser » aussi fermement qu'on le souhaiterait les entretiens, mais elle offre tout de même un discours de l'époque permettant de distinguer dans les entretiens ce qui relève de la construction *a posteriori* des angoisses présentes à l'époque.

C'est à travers ces deux types de sources que je voudrais explorer les interprétations produites par les (anciens) militants et militantes sur la montée de l'islamisme, le danger de la guerre civile et l'apparition d'une angoisse apocalyptique. On y trouve en effet – et ce, dès avant 1992 – une angoisse face à une évolution politique que les théories politiques existantes semblent impuissantes à expliquer. Elles révèlent aussi les différends et les oppositions, parfois virulents, entre membres d'un même parti autour de cette interprétation.

Le changement des règles du jeu

Le 5 octobre 1988, les émeutes de la jeunesse secouent le pays. Elles sont suivies d'une répression dure mais aussi, dans les jours qui suivent, de l'annonce par le président de la République, Chadli Bendjedid, de réformes politiques qui vont dans le sens de l'ouverture démocratique et du pluralisme¹⁵. C'est la fin du régime du parti unique, et le début de « l'ouverture démocratique » (*infitāh*) qui modifie profondément les règles du jeu politique et, ce faisant, rend visible des phénomènes jusque-là souterrains, clandestins ou invisibles.

Le premier phénomène ainsi rendu visible est la puissance du courant islamiste, dont l'un des jalons de la montée est l'année 1979, avec la révolution iranienne et la guerre d'Afghanistan à laquelle avaient participé de nombreux volontaires algériens. Au début des années 1980 s'était formé le premier maquis islamiste, dirigé par Mustapha Bouyali¹⁶, qui marquait la bascule d'un courant réformiste de la *ṣalafīyya* inscrite à l'intérieur du cadre national et de la construction de l'État vers un mouvement islamiste également salafiste contestant l'autorité de l'État et la légitimité du cadre national¹⁷. Depuis, certains militants communistes étaient confrontés aux islamistes sur le terrain des zones industrielles ou des quartiers populaires où ils vivaient et militaient. Pourtant, bien des personnes interviewées racontent

15. Myriam Aït-Aoudia, *L'expérience démocratique en Algérie (1988-1992)...*, *op. cit.*

16. François Burgat, *L'islamisme au Maghreb*, *op. cit.*

17. Charlotte Courreye, *L'Association des oulémas musulmans algériens et la construction de l'État algérien indépendant : fondation, héritages, appropriations et antagonismes (1931-1991)*, thèse d'histoire, Inalco, 2016, p. 22-24.

les manifestations qui ont suivi le 5 octobre 1988 comme une révélation, les islamistes leur étant subitement « apparus », visibles, nombreux, organisés. Mais l'idée de l'apparition d'un courant passant jusque-là relativement inaperçu se retrouve dans les travaux de l'époque, notamment l'important livre du journaliste Abed Charef sur les émeutes d'Octobre et leur répression¹⁸. Plus tard, cette thématique de la révélation se retrouvera avec l'idée que la violence civile rend visibles des conflits et des dynamiques jusque-là cachés¹⁹, mais on voit qu'elle apparaît dès avant le début des tueries.

Avec la nouvelle Constitution du 23 février 1989 qui permet la création des premiers partis politiques, certains islamistes fondèrent le Front islamique du salut, avec parmi ses dirigeants Ali Benhadj et Abbassi Madani. Les élections municipales de l'été 1990 virent une spectaculaire victoire des islamistes : le FIS emporta plus de 4 millions de voix (soit 54,25 % des suffrages exprimés) et 853 municipalités sur 1 520 contre 487 emportées par le Front de libération nationale (FLN, l'ancien parti unique), et 48 départements contre 14 au FLN²⁰. Là encore, les récits de militants jouent avec le champ lexical de la révélation d'un phénomène soudain rendu apparent. Et en contrepartie, ils expriment aussi leur surprise, leur crainte, leur sidération.

Mais ce que rend également visible l'ouverture démocratique, c'est la crise de la gauche, en particulier du mouvement communiste, dont l'ampleur semble avoir été masquée par les circonstances de la clandestinité. Là encore, l'effondrement s'inscrit dans le contexte international des années 1980, de la *perestroïka* puis, en 1989, de l'effondrement du bloc de l'Est. Il faut dire qu'il y a une cruelle ironie, car si le PAGS « sort à la légalité » auréolé du prestige de vingt-trois ans de clandestinité, il le fait au moment le plus douloureux de l'histoire mondiale du communisme. Pour un parti d'inspiration léniniste, devenir légal avait un coût considérable. Une ancienne militante du quartier des Annassers, Hamida Chorha, explique avec le recul du temps ce que le parti a perdu en sortant à la légalité. Elle rappelle que dans la clandestinité, le parti avait une influence qui dépassait largement ses militants, notamment par le biais de son journal :

Le fait de nous dévêtir de la clandestinité, c'était une façon, 1/ de nous exposer physiquement, 2/ de faire mesurer nos forces, qui physiquement, nominativement, par tête de pipe, on n'était pas très nombreux. Je ne sais même pas combien. À l'époque on nous disait qu'on était 10 000, mais je ne pense pas. يا ربي [mon dieu] !, on était mille, ou deux mille, ou trois mille peut-être. Mais nos idées, c'était plus important que ça, plus important que 500 000 autour de nous²¹.

18. Abed Charef, *Octobre, Algérie '88. Un chahut de gamins ?*, Alger, Laphomic, 1990, p. 102.

19. Fawzi Rouzeik, « Algérie 1990-1993... », art. cité.

20. Myriam Aït-Aoudia, *L'expérience démocratique en Algérie (1988-1992)...*, op. cit., p. 213.

21. Entretien avec Hamida Chohra (née en 1943), ancienne militante du PAGS, Alger, 11 juillet 2012.

Légalité et visibilité

Dans cette période 1988-1992 de « l'avant » (avant la violence), on retrouve ce que d'autres contributions à cet ouvrage ont considéré comme constitutif de la guerre civile. Ici, le changement des règles du jeu de la clandestinité à la légalité, le jeu de l'invisible au visible, et le sentiment des acteurs d'être perdus dans un monde où le sens est instable, tous ces phénomènes ne sont pas un effet de la guerre civile, mais un effet du changement politique. L'ouverture démocratique, vectrice d'une transparence qui rend visible ce qui ne l'était pas, prive les acteurs d'une protection contre la violence, les déroute et ils ont du mal à se reconnaître dans la nouvelle image qu'ils ont d'eux-mêmes, de leur parti et de leur société.

En septembre 1989, alors qu'il vient d'être légalisé, le parti organise sa première manifestation publique légale, ce que les anciens militants nomment « le meeting de la sortie à la légalité », à la salle Ibn-Khaldun, à Alger. Les témoignages évoquent euphorie, joie, ferveur et excitation de se découvrir, de se voir pour la première fois, dans une organisation jusque-là clandestine où l'on pouvait ne connaître que deux ou trois autres militants. Pour la première fois, ils s'y retrouvent en famille, présentant époux, épouses et enfants. Un ancien militant de Berrouaghia, Tahar Ghezaïli, raconte, et l'émotion le saisit de nouveau :

C'était émouvant. C'est quelque chose que nous avons construit, nous avons donné notre jeunesse à ce parti. C'était une fierté. Une grande fierté. Il y avait Sadek [Hadjerès, secrétaire général du parti]. C'était la première fois qu'il donnait un discours public depuis 1965 [...]. C'était très émouvant. Je pense, pour moi, c'était la chose à l'époque la plus importante que j'ai vécue dans ma vie. La sortie de la clandestinité. C'était plus [important] que l'indépendance [silence]²².

Cet enthousiasme se retrouve dans les films réalisés par les militants des premières manifestations collectives. D'autres militants, comme Hamida Chohra, racontent des rencontres moins formelles de cette période de sortie à la légalité :

On est sortis la première fois, on a fait des listes, on a fait comme une petite réception par petit groupe. Moi je me suis retrouvée chez William et Gilberte²³, dans leur appartement. Je connaissais Gilberte mais je ne savais pas qu'elle

22. Entretien avec Tahar Ghezaïli (né en 1948), ancien militant du PAGES, entretien à Alger, 9 juin 2011.

23. Il s'agit de Gilberte et William Sportisse, un couple d'anciens militants du PCA puis du PAGES. Au sujet du parti de William Sportisse, voir William Sportisse, Pierre-Jean Le Foll-Luciani, *Le camp des oliviers : parcours d'un communiste algérien*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

était membre du parti. William je savais. Mais je me suis retrouvée avec la moitié des gens que je ne connaissais pas, entre autres des gens de la boîte [où je travaillais], je ne savais pas [qu'ils étaient dans le parti] et eux ne savaient pas [que j'étais dans le parti]. On avait fait un bon repas. C'était le printemps. Des moments d'émotion épouvantable, on faisait un gueuleton, on se voyait, on parlait. Puis la librairie a commencé à vivre, l'Ijtihad²⁴, on commençait à avoir des bouquins, des conférences, des trucs, c'était bien. On a commencé à sortir²⁵.

« C'était le printemps », pas littéralement mais politiquement. Dans le temps des entretiens menés à partir d'avril 2011, la comparaison est fréquente, parfois sous-entendue, et inquiète entre les « printemps arabes » alors en cours en Tunisie, en Égypte puis dans d'autres pays voisins, et ce printemps algérien dont l'ambiance dépassait bien sûr le seul parti. La référence aux livres et aux librairies rappelle l'immense enthousiasme de 1988, l'excitation, voire l'effervescence de cette période. La parole est elle aussi libérée, grâce aux réformes de la presse qui permettent l'émergence de nouveaux médias et de nouvelles éditions. Mais l'expression « émotion épouvantable » qu'emploie Hamida Chohra indique déjà que l'évocation de ces souvenirs aujourd'hui n'est pas entièrement heureuse.

L'enthousiasme se fait malaise

Les récits expriment en effet aussi une certaine réserve, une réticence à quitter les habitudes de la clandestinité. Un ancien cadre du parti, Noureddine Abdelmoumène, raconte qu'il a passé le meeting « dans un local pas loin en cas de pépin ». Il regrette d'ailleurs que dans l'euphorie, « on abandonne une vigilance minimale », et conclut laconiquement : « On a vu ensuite avec les tueries²⁶... » D'autres militants n'ont jamais voulu sortir de la clandestinité pour d'autres raisons, abandonnant parfois le parti sans bruit, plutôt que de se faire connaître comme communiste, ou conservant une activité entièrement clandestine. Ce serait le cas d'une poignée de militant·es : la quasi-totalité des troupes, et toute la structure du parti deviennent légales.

Plusieurs ancien·nes militant·es ont également évoqué un autre malaise de cette période : celui de découvrir que des gens qu'ils connaissaient par ailleurs étaient eux aussi membres du parti. Reconnaître un voisin, une amie, un supérieur hiérarchique pouvait être une bonne surprise, parfois une déception, quand ces gens connus « ne collaient pas » avec l'image un peu légendaire qu'on se faisait du parti et qu'on ne les aimait pas.

24. La librairie Ijtihad, rue Charas, à Alger. C'est la librairie historique du Parti communiste algérien.

25. Entretien avec Hamida Chohra (née en 1943), ancienne militante du PAGS, Alger, 11 juillet 2012.

26. Entretien avec Noureddine Abdelmoumène (1938-2017), ancien militant du PAGS, Alger, 9 mars 2011.

De la même façon, la découverte en chair, en os et en voix des leaders mythifiés de la clandestinité pouvait heurter. Beaucoup mentionnent les premières allocutions du secrétaire général du parti, Sadek Hadjerès, comme malaisantes : trop longues, dans un arabe trop classique, ne surfant pas sur l'enthousiasme énorme du passage à la légalité. L'écoute de la vidéo du congrès révèle en outre la voix étouffée de celui qui n'a jamais pu s'exercer comme tribun. Pour des dirigeants qui avaient vécu en clandestinité profonde durant des années, souvent dans la solitude, la perte de la maîtrise de la voix a été un effet collatéral, avec parfois des effets comiques. Clandestin à Alger, Nourredine Abdelmoumène raconte le passage à la légalité :

Nous clandestins [...] on est restés quatre : Hadjerès, moi, Aziz Belgacem qui a été assassiné par les islamistes²⁷, on n'était jamais ensemble. Hamid Benzine ne pouvait pas sortir, il était trop connu. [...] Il ne parlait à personne, alors à la sortie, il va chez l'épicier : « عطيني عشرة كيلو بطاطا » [« Donne-moi dix kilos de patates », très fort]. Il gueule ! Il sait plus parler normalement [rires]²⁸.

Sadek Hadjerès n'avait pas donné d'allocution publique depuis 1965 et doit désormais parler publiquement, répondre à des interviews, passer à la télévision, toutes choses entièrement nouvelles. Dans ce monde nouveau de la toute fin des années 1980, on se connaît désormais de façon plus directe, en groupes plus grands qui doivent nommer, choisir ou élire des représentants pour le congrès national à venir. Certains des anciens militants les plus actifs qui avaient été les plus clandestins n'étaient pas connus et ne pouvaient traduire ou valoriser leurs engagements passés sur la nouvelle scène politique du parti légal. Beaucoup ont l'impression d'assister à une course au pouvoir, une compétition qui met désormais en avant des personnalités individuelles et dilue le collectif. Il leur semble, même de façon fugace, que les fonctions occupées et les honneurs reçus sont parfois indus. Le charisme des leaders s'émousse et le parti en sort réduit.

En conséquence, à côté de l'enthousiasme il y a aussi – et ce même dans les sources de l'époque – l'expression de grandes anxiétés. Ces nouvelles règles politiques inégalement maîtrisées ont un effet angoissant pour les uns tandis que pour d'autres, elles ouvrent des possibilités nouvelles. Au seuil de la légalité, les mots employés sont ceux de l'urgence, du changement rapide, du bouleversement et du manque de temps pour analyser. Pour ces hommes et femmes habitués à patiemment rédiger des rapports en triple exemplaire, puis aux lenteurs de la circulation de l'information et de la discussion en clandestinité, c'est un temps précipité. Il s'agit là d'une expérience particulière

27. Aziz Belgacem (1939-1994), ancien membre de la direction du PAGS et militant clandestin, est assassiné le 17 décembre 1994 dans la Casbah d'Alger, la veille de son départ vers Oran.

28. Entretien avec Nourredine Abdelmoumène (1938-2017), ancien militant du PAGS, Alger, 9 mars 2011.

du « monde défait » des communistes. Elle encourage toutefois à explorer l'hypothèse selon laquelle le malaise a pu être expérimenté, au-delà des seuls communistes, par tous ceux qui avaient été marqués par la naissance de l'État moderne en 1962 et acculturés dans les années de l'indépendance dans le socialisme et le tiers-mondisme.

Dans les mois qui suivent la sortie à la légalité, d'autres questions se posent aux communistes. À mesure que l'*infitāh* est mise en place, les élections locales sont annoncées. Faut-il alors se présenter ? Certains hésitent, pour des raisons de fond (le parti n'est pas prêt, disent-ils) mais aussi pour des raisons de pratique militante : se présenter, c'est se montrer, s'identifier aux yeux de la population.

La violence de voisinage et la réorganisation de l'espace

La réticence semble justifiée lorsque le voisinage direct apparaît de plus en plus hostile. Dans les quartiers où vivent et travaillent certains militants, ils sont confrontés à la montée de l'islamisme au quotidien. Hamida Chohra trouve aujourd'hui que c'était prématuré de tous sortir de clandestinité, et plus encore de se présenter aux élections locales de l'été 1990 :

Je l'ai dit dans ma réunion de cellule. On m'a dit : « Ta meilleure protection c'est ton quartier. » On allait sortir à la légalité, dans ma cellule de quartier. Le local qu'on avait là-bas, y avait Rachid Boudjedra²⁹ avec nous. Cette cellule a existé après la légalité. Ça s'est passé très vite. On en avait discuté. On a commencé à parler de sortir tous dans la rue pour distribuer le journal et les tracts qu'on avait faits pour les élections pour présenter nos candidats³⁰.

Lorsqu'il est question de meeting dans une salle de cinéma pour présenter les militants, elle avoue avoir eu peur. Elle répète le slogan qu'on lui renvoie à l'époque, « ta meilleure protection, c'est ton quartier, c'est tes voisins ». Mais les voisins, ajoute-t-elle,

c'est ceux-là qui ont égorgé [Abdelkader] Alloula, qui ont égorgé Lounès Djaballah³¹. C'est les mêmes. C'est son quartier. Donc on est sorti dans le quartier ici. On nous a jeté des patates du haut d'un immeuble. On est sorti ici, on a distribué des tracts. Donc on s'est fait repérer physiquement³².

29. Écrivain algérien, né en 1941.

30. Entretien avec Hamida Chohra (née en 1943), ancienne militante du PAGS, Alger, 11 juillet 2012.

31. Abdelkader Alloula (1939-1994), dramaturge, écrivain et metteur en scène de théâtre, sympathisant du PAGS. Il a été assassiné à Oran le 10 mars 1994. Lounès Djaballah, militant du PAGS, a été assassiné le 6 novembre 1994, dans son quartier de Bachdjarrah, près d'Alger.

32. Entretien avec Hamida Chohra (née en 1943), ancienne militante du PAGS, Alger, 11 juillet 2012.

Pour les militants, habitués à valoriser l'implantation au plus près de la population et des travailleurs, confiants dans un travail militant qui s'appuie sur les aspirations progressistes du peuple, voir ainsi le voisinage devenir hostile³³ est à la fois un bouleversement de la vie mais aussi de la représentation du monde. L'étrangeté nouvelle du quartier est évoquée souvent par le son des prêches des mosquées qui basculent dans l'islamisme, la mosquée dite « Kaboul » de Belcourt ou d'autres :

À partir de 1991, on a vu arriver les islamistes. Avant ça, on ne les voyait pas vraiment. Là, on voyait les intégristes dans les mosquées, par exemple la mosquée Ali Belhadj à Bab-el-Oued, à côté de chez moi³⁴.

Les relations entre voisins se tendent, jusqu'à la menace :

Moi mes enfants ont étudié ici. J'ai fait beaucoup de social, j'ai donné des cours. [...] Mon fils me ramenait tout le monde. J'avais beaucoup de connaissances dans le quartier. Quand il y a eu le FIS, et tout, un jour je suis passée, y a un jeune qui m'a dit : « Madame, madame! نؤوما [vous], ha ! » [Elle mime le geste qu'il fait de l'égorgement.] Un autre lui a dit : « C'est la maman de Samir ! » Il a dit : « Je sais, ha. » [Il refait le geste de l'égorgement.] Une copine m'a dit un jour : « Tu sors, tu fais tes courses ici ? » J'ai dit oui. Je lui ai raconté ça, elle m'a dit : « Tu es folle. » J'ai dit : « Où veux-tu que j'aïlle ? J'ai pas envie d'aller en France, j'ai rien à y faire. »

Mais tu vois, ça a été jusque-là. Avant, un gosse du quartier qui a mangé et dormi chez toi, y avait du respect³⁵.

Dans son récit, le quartier devient non seulement étranger, mais hostile, au point qu'elle doit réitérer que la France, un pays *réellement* étranger, lui, est malgré tout plus étrangère que son propre quartier. « Tu es folle », lui dit-on, comme si la vie quotidienne faite des comportements banals (vivre chez soi, faire ses courses, manger) était devenue folie. « C'était un temps déraisonnable », avait ponctué Nouredine Abdelmoumène au cours de notre entretien. Le partage de la population et la redéfinition des espaces se marquent plus clairement encore lors de certains événements, comme l'assassinat du président Mohammed Boudiaf (1919-1992) devant les caméras de télévision, le 29 juin 1992. La réaction de ses voisins la trouble aujourd'hui encore :

La mort de Boudiaf. Tu sais qu'ici, ils ont fêté ça, dans mon quartier. Ils ont poussé des youyous, غنوا، غنوا [ils ont chanté et fait de la musique]. Oui. La mort de Boudiaf. Clairement. Clairement³⁶.

33. Jan T. Gross, *Les voisins : 10 juillet 1941 un massacre de juifs en Pologne*, Paris, Fayard, 2002.

34. Entretien avec SA (né en 1944), ancien militant du PAGS, Alger, 19 juin 2013.

35. Entretien avec Hamida Chohra (née en 1943), ancienne militante du PAGS, Alger, 11 juillet 2012.

36. *Ibid.*

Ce moment considéré par les uns comme un deuil collectif mais fêté par les autres est souvent mentionné pour éviter l'étrangeté d'un quartier ou d'un lieu. Il est le symbole d'un monde à l'envers, d'une inversion des valeurs, et d'un partage fondamental entre deux parties de la population désormais opposées dans la performance des rituels les plus élémentaires de la vie collective. C'est dans cette inversion du sens que se loge pour ceux qui ne s'y reconnaissent pas la dimension apocalyptique, comme lors du Jugement dernier, lorsque, selon un hadith, les servantes enfanteront leurs maîtresses et que les miséreux se construiront des palais.

Le Parti de l'avant-garde socialiste n'est qu'un des points d'observation possibles pour plonger dans ce moment où la population se partage, entre ceux pour lesquels le monde perd son sens et ceux qui s'y reconnaissent. Mais c'est pour l'ensemble de la population qu'une réorganisation de l'espace est en marche, avec l'émergence de nouvelles frontières et délimitations territoriales.

En juin 1990, après la victoire du Front islamique du salut aux élections locales, plusieurs municipalités se déclarent alors « municipalités islamiques » et visent à imposer un code de comportement ou un code vestimentaire correspondant à l'idéologie islamiste. La presse rapporte l'interdiction de tel festival de musique *raï*, telle tentative pour bloquer l'entrée d'un concert de musique *sha'bi* (« populaire »), des tentatives de restriction sur les tenues, notamment sur les plages. Parce que mes interlocuteurs sont d'anciens militants de gauche, leurs récits sont ceux d'une série de défaites racontées parfois avec l'humour de l'absurde. Ainsi dans une famille constantinoise de sympathisants du PAGS, il était question des premières vacances suivant les élections locales de l'été 1990. Famille et amis avaient réservé l'habituelle location. À l'arrivée, ils s'étaient trouvés en pleine « municipalité islamique », entourés sur la plage de femmes voilées et d'hommes en *qamis* (vêtement long des hommes). Après quelques jours de malaise, ils avaient repris la route pour chercher refuge ailleurs. En franchissant la limite de la wilaya, marquée par un panneau, le petit convoi de voitures avait ouvert les fenêtres, klaxonné et youyouaté, tout au plaisir de se retrouver en « territoire libre ».

La tension spatiale s'accroît encore lorsque, à l'été 1991, le FIS organise une grève insurrectionnelle, avec occupation des places des grandes villes. Il reste encore à faire l'histoire de cette emprise sur le territoire qui s'approfondit durant la Décennie noire³⁷, avec l'imposition de normes sociales et de pratiques nouvelles et, en miroir, des formes de résistance ou de protection par des gestes parfois minuscules : enfiler un foulard sur la route quand on est une femme médecin qui travaille dans les quartiers populaires du « triangle de la mort » ; mettre toujours un foulard dans son sac « au cas où » (et au final ne jamais le porter) ; ou encore demander à ses interlocuteurs de ne pas indiquer

37. Pour une ébauche de la géographie de la violence, Abderrahmane Moussaoui, *De la violence en Algérie : les lois du chaos*, Arles, Actes Sud, 2006, p. 256.

son prénom (européen) sur les enveloppes qu'ils nous adressent pour éviter de se désigner. Outre l'habillement, le partage durant cette période ou la reconnaissance passent aussi par des gestes et des paroles : ne jamais manger debout, sans quoi *يأكل معك الشيطان* (« le diable mange avec toi »); saluer par *as-salāmu 'alay-kum* (« la paix soit sur vous ») et non *ṣabāḥ al-khayr* (« bon matin »), considéré comme moins religieux.

Pour les militants communistes engagés dans les bastions industriels ou populaires, la confrontation devient plus physique encore avec les militants islamistes à mesure que le FIS gagne du terrain et que se crée le Syndicat islamique du travail. Cadre d'une entreprise publique de la région de Berrouaghia, Tahar Ghezaïli évoque l'un de ses camarades de parti :

[Ce camarade] il est resté à Berrouaghia. Sa femme c'était la première femme de notre cité qui a porté le *ḥijāb*, bien que son mari soit communiste. Mais elle le portait comme protection à son mari. Vous savez ils ont commencé contre nous en 1989, ils ont voulu nous faire sortir de l'usine. Pendant quinze jours, c'était des prêches contre nous, en citant les noms et tout. Ils ont fixé pour le 19 ou 20 mai pour nous faire sortir, c'est les travailleurs qui nous ont protégés. Ils n'ont rien pu faire. Les services de sécurité ont fait pression sur nous pour quitter. C'était une grosse défaite pour eux. Ils se sont acharnés après. Les paysans ne les laissaient pas s'approcher de nous. On faisait des réunions dans les champs, les paysans venaient par centaines et les autres essayaient de loin de les dissuader mais les paysans venaient quand même³⁸.

Dans ce récit, le voile de l'épouse devient camouflage pour son mari, et on voit bien également la lutte pour les lieux : ici, c'est l'usine que les islamistes ne parviennent pas à prendre tout en obligeant les militants communistes à replier leurs réunions dans des lieux traditionnellement réservés aux activités clandestines, l'extérieur, les champs, les forêts. Ailleurs, d'autres militants racontent la progressive prise de contrôle par les islamistes des comités de quartiers, ou des associations de jeunesse.

Aujourd'hui, beaucoup s'interrogent sur l'abandon dans lequel ils accusent le parti d'avoir laissé les militants, dans des zones comme Berrouaghia, qu'ils décrivent comme autant de lignes de front et où certains d'entre eux sont restés aussi longtemps qu'ils ont pu, parfois jusqu'à être assassinés. Combien de militantes s'exclament, en racontant la campagne des élections municipales et les tractages dans les marchés, « Nous étions folles ! » (ou « inconscientes »). La folie, surtout au regard de ce qui a suivi, est de s'être rendues visibles. Mais le cœur de l'activité politique selon les codes nouveaux de l'ouverture démocratique, c'est bien de se faire connaître, reconnaître et élire. Faire campagne implique de mettre sa photo sur une affiche, de vendre

38. Entretien avec Tahar Ghezaïli (né en 1948), ancien militant du PAGS, entretien à Alger, 9 juin 2011.

le journal dans un marché. Une fois ce dévoilement opéré, une fois que l'on est connu-e comme communiste dans son quartier ou sa famille, il n'y a pas de retour en arrière. Si la violence s'instaure alors, il suffit – l'expression est utilisée par un témoin – de « nous tirer comme les lapins³⁹ ».

Face à ces règles nouvelles, certains étaient (et sont encore) réticents, comme cette ancienne enseignante qui m'a fait promettre tant de fois l'anonymat que je ne sais plus son vrai nom⁴⁰. Appelons-la Zahia. Zahia enseignait et militait dans un quartier populaire de l'Algérois; elle porte aujourd'hui le voile. Lors de notre rencontre, elle le dit simplement : la légalité fut pour elle une catastrophe. Elle était restée militante communiste tant que ce militantisme demeurerait secret aux yeux de sa famille et de son quartier. À la légalité, elle ne s'est jamais fait connaître, a cessé de militer de sorte que son engagement passé demeure un secret qui lui a assuré une sécurité accrue durant la Décennie noire. L'invisibilité, conservée à contre-courant de l'atmosphère d'ouverture de 1989-1990, lui a été salutaire.

Parfois, le dévoilement est spectaculaire. Alia Ferhat, militante à Alger, fut interviewée par la télévision immédiatement après l'annonce de l'assassinat du sociologue Djilali Liabes en 1993⁴¹. Elle pointe alors son doigt vers la caméra et accuse : « Vous êtes tous complices, c'est par votre silence qu'ils tuent impunément. » Le soir même, le journal télévisé de la chaîne unique ouvre sur son visage, son doigt accusateur que d'autres anciens militants m'ont également raconté, tant l'image leur avait fait forte impression : ما كينش : رحمة على اللي مارحموناش (« Pas de pitié pour ceux qui n'ont pas pitié de nous »)⁴². Par la magie de la télévision, son visage est rendu célèbre sur l'ensemble du territoire, la privant instantanément de tout refuge. On la reconnaît et on la félicite dans la rue, ses proches paniquent dans les mêmes termes de la folie et de l'inconséquence : « Tu es folle ? Tu cherches la mort ? » Les rumeurs circulent : « toutes les mosquées d'Algérie » auraient annoncé qu'elle avait été tuée, on annonce sa mort à ses proches. Elle doit s'exiler, en France d'abord, puis au Canada.

Pour d'autres, il faut quitter leur quartier ou leur ville, ce que le parti, efficace et clandestin, aurait pu organiser sans peine s'il avait encore existé. On me l'a répété tant de fois durant les entretiens. C'est ici que l'amertume des anciens militants est la plus grande, car voilà, le parti est en déliquescence depuis la légalité et disparaît même en 1993.

39. Entretien avec Noureddine Abdelmoumène (né en 1938), ancien militant du PAGS, Alger, 9 mars 2011.

40. Entretien avec Zahia (née en 1952), ancienne militante du PAGS, Alger, 4 décembre 2013.

41. Djilali Liabes (1948-1993), sociologue, a été ministre des Universités puis de l'Éducation. Il a été assassiné dans sa cité de Kouba, près d'Alger.

42. Entretien avec Alia Ferhat (née en 1955), ancienne militante du PAGS, Montréal, 26 octobre 2013.

Le temps de la crise

Outre la précipitation, l'enthousiasme, l'angoisse et le danger de ces temps agités, pour les militants communistes, la période qui suit 1988 est avant tout « la crise du PAGS », une crise complexe, à la croisée de plusieurs phénomènes. Elle participe d'abord de la crise des partis communistes à l'échelle mondiale : comme dans d'autres pays, les militants et les dirigeants s'interrogent et s'opposent sur ce que c'est que d'être communiste et la définition une nouvelle ligne politique. C'est également une crise de sortie de la clandestinité, qui secoue la structure du parti, désorganise et dérouté ses militants dont beaucoup l'attribuent à l'infiltration policière. C'est enfin une crise causée par la confrontation à l'islamisme et l'émergence de la violence politique, qui semble mettre à mal les théories marxistes et les explications du monde par le social.

La complexité de la crise dérouté de nombreux militants qui jusqu'à présent s'interrogent sur ses causes. À l'époque, deux courants semblent se dessiner douloureusement dans le parti. Une première tendance s'esquisse autour de la nouvelle direction installée par le congrès national de décembre 1990. Le nouveau coordinateur du parti, Lhachemi Cherif, défend une ligne nouvelle exprimée dans un premier document, « l'avant-projet de résolution politico-idéologique » (ou, pour les militants, AP-RPI). Ce courant, qui finit par l'emporter, préside à la fin du PAGS et à la naissance d'un nouveau parti, at-Taḥaddī [Le défi], en 1993. Victorieux, c'est celui qui laisse le plus de documentation où on lit la critique des « adversaires », dépeints sans doute de façon plus cohérente et organisée qu'ils ne le sont en réalité, autour de l'ancien secrétaire du parti, Sadek Hadjerès. Les entretiens révèlent plutôt que beaucoup de ceux qui se sont opposés à la nouvelle direction, ont été déçus par elle, ou qu'elle a échoué à convaincre, ont simplement et progressivement quitté le parti en rangs dispersés. Ce qui distingue ces deux courants ainsi grossièrement décrits me semble correspondre à plusieurs lignes de fracture superposées, en fonction de la réponse qu'ils proposent aux grandes questions posées par le monde du début des années 1990.

Se replonger dans la presse de l'époque, les tracts et des « contributions au débat » qui ont circulé en interne permet de se replacer dans le contexte de l'époque. On y découvre que l'angoisse profonde causée par la sortie à la légalité n'est pas une création *a posteriori*, visant à rendre compte des événements tels qu'ils se sont déroulés par la suite. Les sources permettent de recréer le monde angoissant dans lequel on se trouve effectivement au début des années 1990. Ainsi, au lendemain des élections locales de l'été 1990, la direction publie-t-elle une réaction dans laquelle elle brosse un paysage et des enjeux :

La perspective du FIS au pouvoir, c'est l'avenir moderne et démocratique de l'Algérie qui est en cause. C'est sa place dans le mouvement démocratique et

progressiste au Maghreb, dans le Monde Arabe, et Afrique, dans le mouvement de la civilisation universelle qui est menacée. C'est la destruction en profondeur des valeurs humanistes et progressistes de notre peuple, dans la composante islamique, arabe et tamazigh. La guerre dévastatrice entre l'Irak et l'Iran avec son million de morts et ses destructions, les affrontements inter-islamiques au Liban, la dictature militaire au Soudan dirigée par le Front islamique, montrent où peuvent mener les aveuglements totalitaires et obscurantistes⁴³.

Une dizaine d'années après la révolution iranienne de 1979, l'horizon est sombre, et, poursuit-on : le danger que court le pays est « le plus grand danger qu'il ait connu depuis l'indépendance ». Le monde arabe, le Moyen-Orient et l'Afrique de l'époque constituent le paysage menaçant dans lequel s'inscrivent les questions algériennes. Et le danger est existentiel, puisque l'enjeu, c'est la survie du pays et de la civilisation. Les menaces s'accroissent dans une grande cacophonie événementielle, puisque le numéro du journal qui rapporte avec enthousiasme le premier congrès du parti évoque aussi avec angoisse l'ultimatum américain contre l'Irak, celui-là même qui conduira à la guerre du Golfe⁴⁴.

Le journal (« vrai, sérieux, populaire », bien différent des feuillets du temps de la clandestinité, avec désormais du sport, des blagues et des publicités) trahit des préoccupations nouvelles par l'usage d'un vocabulaire nouveau, qui masque mal des désaccords encore profonds : on s'interroge sur la libéralisation économique promue par le gouvernement de Mouloud Hamrouche. Plusieurs militants ou anciens militants du PAGS y participent, non sans que cela cause des discussions dans le parti⁴⁵. Un seul exemple montre l'inquiétude que causent ses réformes économiques, celui de la libre convertibilité du dinar en devise. On s'interroge dans le journal : « N'y a-t-il pas danger de voir le pays se vider de ses maigres ressources en devises s'il y a exportation massive de capitaux⁴⁶ ? » Le vocabulaire du socialisme spécifique, de l'État fort, du boumedienisme en somme, finit de disparaître, au profit de questionnements sur l'étape historique actuelle (la révolution nationale démocratique ou RND)⁴⁷, sur la façon de fluidifier le marché et sur le fonctionnement démocratique du parti lui-même.

Certains se plaignent que la préoccupation pour les questions de modernisation et de démocratisation du parti s'accompagne d'un relâchement de la discipline militante. Ainsi, un texte soumis au débat avant le congrès national

43. « Face au danger obscurantiste, une tâche urgente : unir toutes les forces démocratiques », signé PAGS, le 18 juin 1990, *Saout Echaab*, 188, juin 1990.

44. *Saout Echaab*, 194, 1^{er}-15 janvier 1991.

45. Entretien avec Mohammed Ghrib, ancien militant du PAGS et ancien ministre du gouvernement Hamrouche, Alger, 6 janvier 2016.

46. *Saout Echaab*, 194, 1^{er}-15 janvier 1991.

47. *Saout Echaab*, supplément spécial débat non daté, sans doute fin 1990.

s'oppose à la dévaluation des tâches militantes, quotidiennes et obscures, et propose de « donner un autre contenu » au centralisme démocratique, qui doit devenir plus démocratique que durant la clandestinité, aussi et surtout parce que le parti dans son ensemble peut entrer dans des rapports plus ouverts et plus vivants avec la société⁴⁸.

Qui sommes-nous ?

On ne cesse de s'interroger : qu'est-ce qu'être un parti révolutionnaire ? Un militant de l'émigration en France replace son interrogation dans le contexte mondial de la crise du communisme et pose la question de l'identité du parti :

Il est facile de répondre à la question : qui sommes-nous ? Nous sommes des communistes. Mais qu'est-ce que l'identité communiste⁴⁹ ?

Ces questions sont si souvent répétées qu'Abderrahmane Chergou, favorable à la nouvelle direction, s'agace : « Pourquoi sommes-nous le parti qui court le plus après son identité ? N'est-il pas si sûr de ce qu'il est⁵⁰ ? »

Nous vivons visiblement la fin d'une grande ère historique... et le commencement d'une nouvelle. Nous nous réveillons d'un rêve utopique dont l'utopie belle en elle-même, a été gravement violée par des pratiques, des manipulations et des contrôles d'appareils dans le sens d'assouvir des intérêts de plus en plus étroits et poussés parfois jusqu'au machiavélisme et à la négation des valeurs humaines les plus essentielles. Est-ce cela le communisme ? Est-ce ces pratiques honteuses qui ont dramatiquement isolé les PC des masses populaires ? [...] Se libérer de ces mensonges, de ces assassinats [...] de ces appareils sclérosés devenus de simples outils de contrainte répressive, n'est-ce pas libérer le socialisme lui-même ?

L'idée d'un temps nouveau, d'une ère nouvelle, d'un monde nouveau est donc explicite dans les sources de l'époque. Ce qui interroge certains cadres, c'est la question de la place nouvelle des militants dans la société. Là encore, on trouve des défenseurs de la ligne ancienne du parti. Car si le parti n'oblige plus ces membres à avoir une activité dans une organisation ou association socio-professionnelle, il risque de perdre son lien avec la société et son rôle

48. « Projet de résolution organique », *Saout Echaab*, supplément spécial débat non daté, sans doute fin 1990.

49. Hakem Ramdane, membre du Comité central, cellule des étudiants, Nanterre, le 10 octobre 1991, « Contribution sur les problèmes actuels », 6 p., adressé aux camarades du bureau de section de Paris.

50. Abderrahmane Chergou, membre de la direction du PAGS, cadre au ministère du Plan, assassiné dans son quartier de Mohammadia (Alger) le 28 septembre 1993.

d'avant-garde révolutionnaire⁵¹. Mais la répétition de cette exigence militante trahit le fait qu'elle est sans doute en perte de vitesse. Déjà en juillet 1990, Sadek Aïssat⁵² – militant du PAGS depuis dix-sept ans et l'un des responsables de la fédération d'Alger du parti – avait écrit à la direction du parti une lettre très critique de la nouvelle ligne qui lui paraissait émerger et démissionne de toutes ses responsabilités. Il voit dans l'idée d'un front commun des démocrates une solution petite-bourgeoise :

Elle nous coupe du peuple et de la réalité [...]. À mon sens le problème n'est pas d'apparaître à coups de communiqués dans la presse comme les ennemis les plus déterminés du FIS, mais d'être par notre orientation et par notre action les alliés les plus déterminés du peuple. [...]

Ce qui est grave, le plus grand danger pour la démocratie ce n'est pas la présence du FIS mais l'absence de peuple dans le combat pour la démocratie⁵³.

Il s'oppose ainsi à l'attitude visant à focaliser le combat sur la lutte anti-islamiste, ligne qui devient celle du journal après le congrès national de décembre 1990. Ainsi, à l'été 1991, on lit dans le journal arabophone du parti :

Le parti socialiste d'avant-garde appelle chaque parti démocratique à [...] refuser tout contact avec les groupes autoritaires, même lorsqu'ils utilisent un discours faussement moderne [...]. Un parti révolutionnaire ne doit pas se laisser bernier par des discours mielleux sur les libertés démocratiques sans poser directement la question [...] : la démocratie pour quoi faire⁵⁴ ?

Le nouveau vocabulaire est donc perpétuellement interrogé pour savoir ce qu'il cache, s'il est en adéquation avec le monde nouveau ou simplement un effet de propagande dans un contexte où la communication médiatique est désormais devenue centrale à la vie politique.

Qu'est-ce que l'islamisme ?

Derrière la lettre de Sadek Aïssat, la crise du communisme apparaît dans son contexte plus spécifiquement algérien. Si les classes populaires, celles qui ont été le plus influencées par le FIS, se sont tournées vers l'islamisme, si le peuple est devenu islamiste, comme pourraient l'indiquer les résultats des élections locales, alors que faire du peuple lorsqu'on est un militant du PAGS ? Ici, la

51. « Projet de résolution organique », *Saout Echaab*, supplément spécial débat non daté, sans doute fin 1990.

52. Sadek Aïssat (1953-2005), écrivain, journaliste et militant du PAGS. Il s'exile en 1991.

53. Sadek Aïssat, lettre du 24 juillet 1990, http://www.socialgerie.net/IMG/pdf/sadek_Aissat_juillet_90.pdf, consulté le 3 février 2017.

54. *Sawt ash-Sha'b*, 179, mai-juin 1991 (traduit de l'arabe).

question que posent les militants de savoir s'ils peuvent et doivent rester dans leurs quartiers et leurs usines trouve une traduction plus théorique. Un ancien militant exprimait dans un entretien sa perplexité devant ce qu'il estimait être une diabolisation de l'islamisme, estimant qu'elle ne pouvait faire office de ligne politique et n'était pas une attitude de parti : « Tu ne vas pas affronter le peuple en entier ! » résumait-il⁵⁵.

Pour d'autres au contraire, la question de l'islamisme rendait nécessaire non seulement la transformation du parti mais plus encore l'invention d'une nouvelle grille de lecture du monde. Pour ceux-là, la question première était désormais celle de la nature même de l'islamisme, qui devait être comprise comme totalitarisme et comme fascisme. La question posée par el-Hadj Bakhtaoui dans une contribution au débat était bien sûr rhétorique : « Peut-on démocratiser l'islamisme ? »

Mais Camarades, comment transforme-t-on *radicalement* la nature d'un phénomène ? À ce jour, on ne connaît pas d'autre moyen que de *supprimer* ce phénomène. Ce serait donc supprimer, interdire, l'existence politique des partis intégristes⁵⁶.

Comme d'autres, el-Hadj Bakhtaoui s'oppose à ceux qui perçoivent des différences entre le FIS et les autres courants islamistes, notamment le parti Hamas, fondé par Mahfoud Nahnah. Ces anciens militants reprochent, souvent aujourd'hui encore, à Sadek Hadjerès ses positions jugées insuffisamment fermes à ce sujet. El-Hadj Bakhtaoui poursuit :

Parlant du parti intégriste Hamas, Sadek estime quant à lui qu'il faut aller « vers une négation de sa potentialité ultra-réactionnaire ». Ici l'idée est trop importante, [...] pour ne pas relever que la potentialité n'est pas la réalité. (Le fœtus n'est être que dans le domaine de la possibilité, de la potentialité. Ce n'est qu'à la naissance qu'il devient être dans le domaine de la réalité). Cela signifie donc que le caractère ultra-réactionnaire de Hamas ne soit pas la réalité d'aujourd'hui, sa nature profonde même ? Cela signifie-t-il donc que Hamas soit un parti démocratique mais avec tout au plus des tendances, des velléités, réactionnaires ?

Dans cette dernière citation, comme dans d'autres, l'usage de la métaphore biologique construit l'image de la société comme corps attaqué par une maladie qui met son existence même en danger. « Toute attitude équivoque concilia-trice à l'égard du mouvement intégriste, écrivait également Abderrahmane

55. Entretien avec Nédjib Djoumi (né en 1953), ancien militant du PAGS, Alger, 16 juin 2013.

56. El-Hadj Bakhtaoui, « Avis sur le rapport d'évaluation du Comité central d'août 1991 », début novembre 1991.

Chergou, ouvrirait notre pays à de terribles dangers et le conduirait à une «iranisation» rapide⁵⁷. »

Dès 1990 ou 1991, ce qui frappe dans les sources, c'est la prescience de la catastrophe. Ainsi el-Hadj Bakhtaoui, dans sa contribution, insiste sur le danger : « Le FIS veut réduire les têtes aujourd'hui et Hamas veut le faire demain. Ce qu'on oublie trop souvent aussi, c'est que Khomeiny, ce n'est pas Abbassi Madani, mais [Mahfoud] Nahnah. »

Pour les tenants d'une ligne plus dure vis-à-vis de l'islamisme, cette nouvelle lecture du monde remplace la lecture marxiste de la lutte de classes. On en retrouve la trace notamment dans les différentes versions du projet de résolution politico-idéologique du congrès national de décembre 1990, qui constitue un effort pour produire – dans l'urgence – une nouvelle interprétation de l'histoire et de sa dynamique. Dans ce nouveau récit, le moteur de l'histoire n'est plus la lutte des classes mais désormais la lutte entre le moderne et l'archaïque, l'islamisme étant naturellement compris comme étant du côté de l'archaïsme. Selon cette histoire, l'ennemi c'est le « front de l'idéologie libérale » qui s'est développé dans les années 1980, « vain effort de rénovation d'une idéologie d'un autre temps⁵⁸ », « alliance contre-nature entre les tendances économiques réactionnaires de notre société et certaines de ses tendances modernes » ; l'étape actuelle, c'est la Révolutionnaire nationale démocratique (la RND) permise par l'indépendance de 1962 mais qui met au centre la question de la démocratisation ; et l'ennemi contre lequel se joue une lutte à mort, c'est donc l'archaïsme.

Cette nouvelle interprétation de l'histoire se veut donc au cœur du parti créé en 1993 et qui succède au PAGS, auquel elle fournit un discours de combat. Mais elle échoue à convaincre l'ensemble des anciens militants pagistes dont beaucoup jugent durement ce qu'ils considèrent comme un manichéisme simplificateur, dont l'un des avatars les plus spectaculaires sera l'éphémère Front de l'Algérie moderne (FAM), lancé en février 1991 par plusieurs membres de la direction, notamment el-Hadj Bakhtaoui et Abderrahmane Chergou. Ce Front défendait l'idée d'une partition physique et géographique de la population algérienne entre « modernes » et « archaïques⁵⁹ ».

*

L'exemple algérien interroge un contexte continental et mondial dont nous avons encore à prendre la mesure : dans ces années à la charnière des années 1980 et 1990, en effet, le pays est en phase avec le reste du continent africain, où,

57. Abderrahmane Chergou, membre du bureau politique du PAGS, « Contribution au débat. À cœur ouvert », 14 p., 8 novembre 1991.

58. « Projet de résolution politico-idéologique », *Saout Echaab*, supplément spécial débat.

59. *Hebdo libéré*, 11 février 1992.

en moins de cinq ans, plus de trente pays connaissent des réformes politiques – l'exemple le plus célèbre étant l'Afrique du Sud – et un certain nombre d'épisodes de violences, de guerres, voire dans le cas du Rwanda, un génocide⁶⁰. Il oblige donc à questionner, sans présupposés de causalité, la relation entre violence et bouleversement politique majeur.

Cet exemple, perçu à travers le cas des militants communistes, questionne la relation entre la violence civile et la perte de sens. La perte de sens est ici d'abord politique, au sens plein où la politique est tout à la fois paysage, géographie mentale et compréhension du monde. Lorsque militants ou intellectuels ne peuvent plus expliquer par le « social pur » pourquoi des ingénieurs ou des médecins perpètrent des attentats islamistes, c'est leur monde ordonné par la lecture marxiste, tiers-mondiste et révolutionnaire qui s'effondre, ajoutant au désarroi de la violence même. Ce désarroi s'était exprimé, par exemple, dans un séminaire de recherche animé à l'université Bordeaux II autour de Monique Laks – elle-même ancienne militante de gauche ayant travaillé sur l'Algérie⁶¹. L'interrogation des nombreux intervenants algériens (souvent marqués par une formation marxiste, même si presque aucun n'avait été militant du PAGS) sur « les facteurs » de la crise trahissait l'ampleur de ce qui s'effondrait alors⁶². Le fait que, au moins dans un premier temps, les explications par le social pur semblaient impuissantes à rendre compte de la violence et d'une idéologie religieuse aussi puissante. Ce qui est ainsi révélé également, c'est la connexion entre l'univers de l'expérience tangible des acteurs et celui de leurs élaborations théoriques pour tenter de maîtriser le monde à nouveau par le biais de sa compréhension. Car au-delà de l'expérience particulière des communistes, c'est tout un monde qui change dans un pays qui a été socialiste et tiers-mondiste : d'autres sismographes permettraient d'examiner l'enthousiasme mais aussi le désarroi face à des règles du jeu nouvelles dans les grandes entreprises publiques en voie de morcellement, dans le secteur de l'information en voie de libéralisation ou dans les autres partis politiques...

Par ailleurs, la chronologie des événements relie également l'Algérie avec le reste du Maghreb et du Proche- et du Moyen-Orient, où la guerre est de nouveau présente à partir de 1979, en Iran et en Irak, en Afghanistan puis au Liban, et où la révolution iranienne interroge très profondément non seulement les communistes, mais toute la gauche. Le cas des communistes algériens pose en cela une dernière question, et un dernier problème. Face à la double perte de sens liée à l'effondrement du communisme et à la montée de l'islamisme, certaines tentatives pour redonner du sens sont les plus

60. Sur ce contexte africain plus large, voir Malika Rahal, « Empires », dans Martin Conway, Pieter Lagrou, Henry Rousso (dir.), *Europe's Postwar Periods*, Bloomsbury Press, 2019, p. 386-428.

61. Et auteure de l'ouvrage *Autogestion ouvrière et pouvoir politique en Algérie*, Paris, EDI, 1970.

62. Le numéro spécial suivant retrace ce séminaire. Monique Laks, Tayeb el Mestari, Sabine Villette-Brunel, *Archives Aquitaine de recherche sociale*, Bordeaux, 1997.

combatives : elles identifient un ennemi (l'islamisme, l'archaïsme), et visent à mobiliser pour le combattre. Leurs promoteurs sont accusés par d'autres d'avoir favorisé la violence en allant dans le sens de la guerre civile, voire d'avoir promu une forme de guerre contre le peuple. Pourtant, ces attitudes combatives ont permis la réorganisation des militants, consolidant en quelque sorte leur place dans la société. De l'autre côté se trouvent des hommes et des femmes qui ont considéré que résister, c'était résister *aussi* à l'irruption de la guerre, en refusant l'identification d'un ennemi absolu, et ont fait le choix de rester militants de terrain, au plus près de la confrontation réelle aussi longtemps que possible. Souvent isolés de toute nouvelle organisation, leur vulnérabilité dans la guerre civile était plus forte, ils ont parfois quitté le pays lorsqu'il n'était plus possible de tenir.

La description même de ces postures et de ces choix demeure pour tous un sujet encore douloureux et cette ligne de fracture, qui traverse encore toute la société algérienne, est l'un des héritages de la Décennie noire les plus difficiles pour l'Algérie d'aujourd'hui.

